

Turquie : la répression de Taksim montre à la France le vrai visage d'Erdoğan

lundi 3 juin 2013, par [Alican Tayla](#)

En tant que citoyen turc inquiet depuis longtemps des carences démocratiques, j'apporte mon soutien au mouvement de contestation pacifique qui consiste à demander au gouvernement Erdoğan de ne plus ignorer les revendications pour les libertés fondamentales.

Dans un pays démocratique, lorsque le pouvoir politique confond la majorité parlementaire et le pouvoir absolu, applique une censure générale par l'intimidation sur la grande majorité des médias, emprisonne des dizaines de journalistes, des centaines d'étudiants et de responsables politiques, méprise systématiquement toute forme d'opposition politique et sociale, n'hésite pas à attaquer avec une brutalité choquante des manifestants pacifiques, affirme avec fierté que rien ne pourra les arrêter, va ouvertement à l'encontre des décisions de justice, il laisse comme seule forme d'expression la manifestation populaire.

C'est pourquoi, les manifestations pacifiques qui ont éclaté au parc de Gezi à Taksim, qui se sont propagées à une vitesse incroyable d'abord dans presque tous les quartiers d'Istanbul, ensuite dans de nombreuses villes de la Turquie et qui se sont maintenues malgré une violence extrêmement démesurée des forces de l'ordre ne sont ni étonnantes, ni illégitimes.

L'histoire récente de la Turquie, particulièrement depuis le coup d'État militaire du 12 septembre 1980, est marquée par une centralisation du pouvoir exécutif et de nombreuses répressions musclées des manifestations de tout type d'opposition. C'est donc la première fois que des citoyens de bords totalement différents, de l'extrême gauche jusqu'aux groupuscules l'extrême droite, de façon très hétérogène, manifestent massivement, ensemble contre l'autoritarisme gouvernemental.

C'est aussi la première fois qu'une partie de la jeunesse turque, issue de la génération post-années 1980, se politise de façon très rapide et spontanée et, frustrée de ne trouver aucun parti politique les représentant, s'organise activement via les réseaux sociaux pour se faire entendre.

Par conséquent, en tant que citoyen de la Turquie, inquiet depuis longtemps des carences démocratiques, je ne peux qu'apporter mon soutien au mouvement de contestation pacifique qui consiste essentiellement à demander au gouvernement du Premier ministre Erdoğan de ne plus ignorer les revendications pour les libertés fondamentales, pour le respect des opinions différentes, pour la tolérance des mouvements d'opposition et notamment pour que les forces de l'ordre cessent leur intervention brutale contre les citoyens sans armes et qui ne constituent aucune véritable menace à l'ordre public.

Par ailleurs, il est capital et urgent que les soutiens provenant des pays étrangers, en l'occurrence de la France, se multiplient pour trois raisons principales. Premièrement, le fait que les médias locaux continuent de ne proposer qu'une couverture extrêmement timide, biaisée et insuffisante de ces événements a donné naissance à une grande frustration parmi les manifestants en Turquie. Sans oublier que la place relativement faible accordée à la violence policière par les médias français montre aussi l'importance de ce soutien.

Deuxièmement, de nombreux Turcs ont l'espoir qu'une pression venant des pays étrangers qui demanderait au gouvernement de ne pas franchir les lignes fondamentales en matière de répression, pourrait avoir plus d'effet que les demandes formulées par les partis politiques d'opposition et les citoyens

turcs auxquelles le gouvernement continue de n'accorder aucune attention.

La troisième raison consiste à casser cette image illusoire entretenue par le Parti de la justice et du développement (AKP) et qui trouvait étrangement un fort écho dans les pays occidentaux, notamment en France, d'une Turquie qui serait désormais plus démocratique, plus tolérante, plus ouverte. Alors que de nombreux chercheurs et journalistes évoquaient encore il y a quelques mois un éventuel modèle démocratique que la Turquie pourrait proposer aux pays issus du Printemps arabe, la réalité est cruellement éloignée de cette image.

Le Premier ministre Erdoğan invitait, il y a quelques mois, le président syrien Bachar al-Assad à « *quitter le pouvoir au lieu de continuer à tyranniser son peuple* ». Comment pourra-t-il justifier le comportement de ses propres forces de l'ordre à l'égard de ses propres citoyens alors que les images de ces derniers jours sont en train de faire le tour du monde ? L'ironie du sort est qu'aujourd'hui c'est le même Bachar al-Assad qui invite Erdoğan, en reprenant exactement la même formulation, à « *cesser de tyranniser son propre peuple* ».

Note : au moment où ces lignes sont en train d'être écrites la violence de la police continue à s'exercer brutalement sur les manifestants rassemblés à Ankara.